

FINANCEMENT DU SEGUR POUR TOUS

Des avancées mais il reste beaucoup à faire pour le financement du Ségur pour tous par les départements

Paris, le 28 janvier 2026 – Plus d'un an et demi après l'accord historique du 4 juin 2024 sur la prime Ségur pour tous et à l'heure où la prise en charge par l'Etat de 50% des sommes dues par les Départements a été inscrite dans la LFSS 2026, les financeurs commencent à prendre davantage leurs responsabilités. Toutefois, un effort supplémentaire est indispensable pour garantir une couverture complète et équitable du financement pour l'ensemble des acteurs du secteur.

AXESS tient à remercier les **46 conseils départementaux** qui ont, à ce jour, **honoré en totalité leurs engagements** en matière de financement **pour 2025**. Leur implication constitue un signal fort et positif qui montre qu'une mobilisation générale est non seulement possible, mais déjà en cours.

Cependant, alors que ces départements ont montré l'exemple, il est injustifiable qu'un grand nombre restent en retrait. En effet, **12 départements n'ont toujours pas versé la prime pour 2025, et 41 autres ne financent qu'une partie de la mesure**. Et ce, alors même que l'enveloppe de 85 millions d'euros allouée par l'Etat afin de compenser 50% des sommes dues par les départements au titre du Ségur a été intégrée à la LFSS 2026 et ainsi sanctuarisée.

Dans un secteur déjà fragilisé par des tensions budgétaires, ce décalage de traitement est non seulement inéquitable, mais il **met en péril la stabilité financière de nombreuses structures** et ne peut plus perdurer.

Sur 2024, seuls 18,8% des départements ont financé le Ségur totalement et 7,9% partiellement et, en 2025, 45,5% totalement et 40,6% partiellement. **Le non-versement du Ségur par 69,3% des départements pour l'année 2024 et 11,9% pour 2025 a des conséquences dramatiques**, obligeant certaines associations à avancer des fonds et menaçant ainsi leur viabilité financière. Un tiers des gestionnaires d'établissements déclare être déjà en situation de déficit chronique.

Rappelons qu'à ce jour, **le montant total en attente de versement par les conseils départementaux s'élève à environ 156,4 millions d'euros pour 2024 et 47,9 millions pour 2025**.



Notre message est clair : il est inacceptable que certains financeurs ne suivent pas l'exemple des départements déjà engagés. Il est crucial que l'ensemble des financeurs prennent leurs responsabilités pour permettre à toutes les structures de fonctionner sereinement.

AXESS rappelle qu'il est essentiel que l'ensemble des acteurs du secteur, qu'ils soient sous la CCN66/CHRS, 51 ou BASSMS, bénéficient d'un financement rétroactif à partir du 1er janvier 2024.

Marie-Sophie Desaulle, présidente d'AXESS, conclut : « *AXESS remercie les conseils départementaux et les financeurs qui ont déjà fait le choix de l'équité et de la solidarité. Il est anormal que le reste du secteur soit laissé pour compte. Nous espérons vivement que cette dynamique positive se poursuive et que tous les financeurs, conscients des enjeux, s'engagent pleinement pour garantir un financement du Ségur pour tous.* »

Les données de la cartographie sont arrêtées au 26 janvier 2026.
--

AXESS est la Confédération des employeurs du secteur sanitaire, social et médico-social privé à but non lucratif, qui regroupe deux organisations la FEHAP et Nexem. Ensemble, ces organisations portent une ambition commune dans la structuration et la promotion du secteur auprès des pouvoirs publics et des instances nationales et paritaires du secteur. La Confédération doit permettre à ses composantes de promouvoir le modèle non lucratif, qui concilie responsabilité économique et poursuite de l'intérêt général et l'inscrire tant dans les débats médiatiques que dans les politiques publiques.

Contact presse

FEHAP - Maryse de Wever - Tél : 06 77 20 93 81 - maryse.dewever@fehapa.fr